



Conseil économique et social

Distr. générale
16 avril 2013
Français
Original : anglais

Session de fond de 2013

Genève, 1^{er}-26 juillet 2013

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

**Déclaration présentée par le Conseil de la recherche
médicale au service du développement, organisation
non gouvernementale dotée du statut consultatif
auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

13-29995X (F)



Merçi de recycler 



Déclaration

Investir dans la recherche et l'innovation dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire : devenir indépendant à l'égard de l'aide pour jouer un rôle d'avant-garde dans la création d'une culture de la santé, de l'équité et du développement

Durant la dernière décennie, les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ont enregistré une croissance économique considérable et une gouvernance de qualité supérieure, et ont amélioré la plupart des indicateurs portant sur la santé, l'équité et le développement socioéconomique. Aussi les pays dépendant de l'aide comme complément de leurs budgets nationaux voient-ils celle-ci baisser comme conséquence directe de leur développement.

Dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, la recherche et la science sont essentiellement financées par des sources extérieures et mettent presque exclusivement l'accent sur l'agriculture et la santé. L'aide aux systèmes nationaux de recherche et d'innovation n'apparaît généralement pas comme étant au cœur de la collaboration pour le développement. Maintenant que les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire enregistrent des améliorations et que l'aide diminue, en particulier dans les pays passant au statut de pays à revenu intermédiaire, les systèmes nationaux scientifiques et d'innovation, lesquels sont généralement les véritables moteurs du développement dans les pays à revenu supérieur, ne sont pas au point.

L'incapacité d'atteindre certains objectifs du Millénaire pour le développement en est une parfaite illustration. La réalisation des trois objectifs liés à la santé devait bénéficier de l'aide d'un fonds mondial pour la recherche médicale, ainsi que l'avait proposé la Commission Macroéconomie et Santé, mais ce projet n'a jamais vu le jour. Le dernier rapport en date de la Commission des déterminants sociaux de la santé a formulé trois recommandations, l'une préconisant de développer sensiblement la recherche en vue de conduire de nouvelles interventions et d'en mesurer les avancées et les incidences. Plus récemment encore, le Groupe de travail consultatif d'experts sur le financement et la coordination de la recherche-développement de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a proposé la mise en place d'un observatoire mondial de la recherche médicale. Ces dernières propositions sont toutefois également peu susceptibles d'aboutir si elles ne bénéficient pas de l'assurance d'un financement durable.

Les dispositifs actuels d'incitations en matière de recherche et développement pour mettre au point de nouveaux médicaments ne répondent pas aux besoins des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, privant ainsi des millions de personnes d'un accès abordable aux produits nécessaires pour traiter et prévenir les maladies. Le financement mondial de la recherche médicale demeure peu coordonné avec les programmes nationaux de recherche et de développement. Ainsi, par exemple, le continent africain compte toujours seulement un seul producteur de vaccins présélectionné par l'OMS après des décennies de fourniture de vaccins aux enfants. Cette situation ne correspond pas véritablement au développement durable mais en est toujours au stade des secours.

Les premiers moteurs des systèmes nationaux de recherche et d'innovation sont toujours les pays eux-mêmes; arrivent en deuxième position les organismes internationaux et les institutions de coopération bilatérale. La disponibilité au niveau mondial de médicaments, vaccins et technologies de la santé a enregistré des avancées considérables depuis que certains pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ont commencé à produire leurs propres médicaments, vaccins et technologies, et à les commercialiser sur une échelle plus grande – allant même jusqu'à proposer des solutions plus avantageuses et de meilleure qualité aux pays à revenu élevé qui leur fournissaient une aide encore récemment.

À l'évidence, de solides systèmes de recherche et d'innovation en matière de santé sont essentiels pour améliorer l'équité, la création d'emplois, l'instauration d'une culture de prise de décisions s'appuyant sur des données d'expérience, la promotion d'un investissement direct étranger plus important et l'encouragement de l'indépendance à l'égard de l'aide.

Nous exhortons le Conseil économique et social et ses États Membres à soutenir notre appel demandant aux pays à tous les stades de développement économique d'accroître leurs propres investissements dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation en vue d'améliorer la santé et l'équité et d'appuyer le développement socioéconomique entrepris par les pays eux-mêmes.

Cibler un pourcentage n'est pas une approche très judicieuse. Il serait beaucoup plus avisé de prendre modèle sur l'action conduite par les pays qui ont gravi avec succès l'échelle du développement durant ces dernières décennies.
